

**Jean Ferdinand Mbah**

---

## ***Psittacisme et Plébiscite au Gabon: Le Trope d'une réélection présidentielle dans une post-colonie tranquille***

L'élection présidentielle au Gabon des 25 et 27 novembre 2005 se déroule dans un contexte économique et social difficile. En dépit de la trêve sociale signée entre le gouvernement et les syndicats des travailleurs, les observateurs, les agents, les praticiens révèlent un ralentissement de l'activité économique avec de nombreux licenciements dans les entreprises et un climat social délétère avec la grève des étudiants à l'université Omar Bongo (UOB), à l'École Normale Supérieure (ENS), et la fermeture des établissements d'enseignement du premier et du second degré de Libreville.

Sur le plan politique, l'opposition marquera son refus de participer à la célébration par le pouvoir du 10<sup>ème</sup> anniversaire des Accords de Paris.<sup>1</sup> Par la même occasion, elle dénoncera une manœuvre de plus d'une classe dirigeante qui n'a pas voulu préserver les minces acquis 'démocratiques' de la Conférence Nationale de 1990 et dont l'action de dévoiement systématique du débat politique l'amènera à arrêter en septembre 2005 certains responsables de l'opposition.<sup>2</sup> Après avoir jaugé la capacité réactive de l'opposition timorée depuis l'amorce du processus de retour au monopartisme de fait, le pouvoir va contraindre d'autres opposants à constituer avec lui, une majorité de consensus dite 'majorité présidentielle'.<sup>3</sup> Enfin, pour tenter d'affaiblir les autres candidats, plusieurs démissions sont suscitées dans leurs partis: c'est le cas pour l'Union du Peuple Gabonais (UPG) de Pierre Mamboundou, de l'Union Gabonaise pour la Démocratie et le Développement (UGDD) de Zacharie Myboto. Ces différents stratagèmes n'ont en aucune façon entamé la perspicacité des acteurs et observateurs avertis de la vie politique gabonaise pour qui cette élection présidentielle 'n'a rien de spécial, le résultat étant déjà connu avant que l'on ait voté', ou encore 'c'est une démocratie de façade, on connaît déjà le gagnant' ou enfin 'les résultats sont déjà connus, les urnes sont bourrées, c'est juste un changement de mandat'. D'ailleurs, l'insistance avec laquelle les partis politiques ont invité les électeurs à s'inscrire sur les listes électorales après les opérations de révision des mois de janvier et février, après la campagne radio-télévisée en direction des jeunes avec le slogan 'Bouge ton vote', instruit sur le sens que les Gabonais donnent désormais au suffrage universel: trafic des listes électorales, achat d'électeurs, corruption des présidents des commissions électorales et des bureaux de vote, falsification et substitution des procès verbaux, transfert et bourrage d'urnes, fraudes

massives, etc. Et comme ces pratiques ne semblent pas suffisantes, l'originalité de cette élection tient à la création de deux corps électoraux: celui des forces de sécurité et de défense (police, armée, gendarmerie, garde républicaine) et celui des civils, soit 560,000 électeurs selon les chiffres du ministère de l'intérieur qui voteront séparément, le premier, le 25 novembre, le second, deux jours après, le 27 novembre. L'institution de ces deux corps électoraux est une parade à l'abstention que redoute le pouvoir, abstention qu'il pourrait conjurer par la présence des forces de sécurité comme électorat acquis à sa cause, dans la mesure où la situation électorale au Gabon se caractérise de plus en plus par le refus de voter, voire l'indifférence. Les différents avis pré-électoraux l'attestent largement:

'Les gabonais en ont plus qu'assez de ne pas pouvoir faire valoir leur droit. Le vote ne sert à rien au Gabon'.

'Ma voix pourrait compter s'il existait réellement la transparence'.

'Le vote a sa valeur dans un pays démocratique mais pas chez nous'.

'Je n'irai pas voter tant que le système sera le même, tant que le président actuel qui a plus de 30 ans au pouvoir se présentera'.

La visée de cet article est triple. D'abord, indiquer qu'au terme de trois scrutins présidentiels (1993, 1998, 2005), il s'est joué 'autre chose que des victoires et des défaites dans la longue succession des scrutins nationaux et locaux'.<sup>4</sup> Aussi convient-il de considérer l'élection, processus par lequel les citoyens choisissent leurs dirigeants, leurs représentants comme 'objet d'analyse', comme 'fait politique total' (pour reprendre l'expression de Marcel Mauss), car elle devient le révélateur de l'ensemble du système politique gabonais. Ensuite, montrer comment la campagne électorale du candidat sortant, axée sur la désarticulation de la perspective de l'alternance politique, soumet l'électorat à l'orthodoxie d'un discours unique, dit légitime, et dont la caractéristique est le psittacisme, c'est-à-dire la répétition mécanique de mots (unité, insécurité, paix...) et priorités déjà énoncées (santé, habitat, route) pour créer une représentation qui lui assurera une mobilisation efficace. Relayé par les médias d'Etat et privés, ce discours va disposer la société à reconnaître non pas simplement la longévité du régime, mais son identification à un homme et surtout la transformation de la longévité du système de pouvoir de Bongo en éternitarisme d'un homme. Ainsi, le candidat devient 'naturel' et éternel comme le confirment ces deux slogans déclamés en fang: 'Bongo mbè mbè' ou 'Bongo est éternel', 'Bongo nza mfe' ou 'Qui d'autre si ce n'est Bongo'.<sup>5</sup> Enfin, indiquer que l'élection présidentielle au Gabon s'inscrit qu'on le veuille ou non, dans la trame des continuités et régularités historiques anciennes que le statut de post-colonie ne parvient pas encore à infléchir. Aussi, le caractère plébiscitaire de cette élection ainsi que l'impossibilité de l'alternance politique découlent-ils directement de l'efficacité de ces continuités et régularités

évoquées précédemment et surtout de la manière dont celles-ci vont interférer dans le choix des factions en lutte pour le contrôle de l'appareil d'Etat.

### **Palinodie et théâtralisation de la candidature d'Omar Bongo**

'Et si Bongo n'était pas candidat en 2005?', titrait le 9 mai, en première page, *L'Espoir*, un bimensuel indépendant.<sup>6</sup> La réponse que l'on découvre à la troisième page est la suivante:

Mais si Bongo aujourd'hui renonçait à ses fonctions de chef de l'Etat, que se passerait-il pour toi? Tu répondras peut-être: Bongo ne peut pas renoncer, il adore tellement le pouvoir, et il fera tout ce qui est (...) pour trouver un compromis qui lui permette de rester au pouvoir. Quel que soit le prix à payer, il n'est pas question que le pouvoir nous échappe.<sup>7</sup>

Cette interrogation au sujet de l'avenir politique du chef d'Etat gabonais est un acte de mémoire, elle rappelle bien l'importante déclaration qu'il a faite en 1998 et qui ne laisse planer aucun doute sur ses intentions:

Dans sept ans, à la fin de mon mandat, si je suis réélu, j'aurai 70 ans. C'est beaucoup. Il faut savoir partir, jouer avec ses petits enfants, parcourir le monde, dispenser des conseils à qui vient vous voir plutôt que de marcher à quatre pattes, de devenir acariâtre et de disjoncter sans s'en rendre compte. Je pense que je m'en irai, après avoir formé des femmes et des hommes capables de me succéder. Moi-même, j'ai fait mes classes auprès d'un vieux, le président Léon Mba, qui m'a beaucoup appris. Le peuple choisira entre eux. Le pouvoir est-il une drogue? C'est possible. Mais je sais comment me désintoxiquer.<sup>8</sup>

Jusqu'au mois de juillet, l'incertitude subsiste, seul un passage dans son discours à l'occasion de la fête de l'indépendance au mois d'août, indique qu'il présidera les prochaines festivités du 17 août 2006 à Libreville. Plus qu'une indication, il s'agit d'une annonce pour les élections présidentielles. C'est assurément à ce moment qu'il faut situer l'amorce de la palinodie que les sollicitations des militants de son parti, les étudiants d'Allemagne, de Belgique, des Etats-Unis et du Maroc avaient suscitées depuis 2004. En 2005, ce sont les maires et les députés qui l'invitent à nouveau, lors de la tournée qu'il effectue à travers le Gabon, à briguer les suffrages des gabonais. En l'espace de deux mois, de septembre à octobre, les appels à la candidature se succèdent: les cadres et originaires de chaque province, les églises de réveil, le réseau des femmes ministres et parlementaires gabonaises, les ressortissants de sa province natale (Haut-ogoooué), notamment les jeunes qui lui remettront, le 30 septembre, la caution de 5,500,000 francs CFA exigée pour le dépôt du dossier de candidature. Pour rompre le silence qui commençait à inquiéter les militants de son parti, il se prononcera enfin, officiellement, le 1<sup>er</sup> octobre, devant la dernière sollicitation, celle des jeunes de la majorité présidentielle. Aucune voix discordante n'a relevé le fait que cette annonce de candidature constituait un changement brusque d'opinion. Et lui-même, porté par les femmes, les jeunes, les cadres de son parti, semble avoir oublié la teneur de sa déclaration.

S'agit-il d'une absence totale de mémoire ou d'un excès d'ambition? En réalité, l'oubli n'est que partiel. La déclaration de 1998 abordait deux points: la renonciation à un nouveau mandat et le règlement de sa succession. Le septennat 1998-2005 devait par conséquent résoudre ces deux questions. Cette volte-face conforte plutôt la conjecture de l'excès d'ambition qui conduit à saisir le pouvoir, dont le souci est de préparer quelques femmes et hommes à la gestion de l'appareil d'Etat, comme un pouvoir monarchique. Le silence de la classe politique sur ce revirement montre au fond que l'essentiel pour un homme politique n'est pas forcément dans ce qu'il a déclaré, mais dans ce qu'il va faire. En tout cas, le Parti démocratique gabonais, complice de la palinodie de son fondateur, réunira ses instances (Bureau politique et Conseil national) non pas pour revenir sur la procédure utilisée pour l'annonce de sa candidature, mais pour se préparer à le soutenir sans réserve face à P. Mamboundou, leader de l'Union du peuple gabonais (UPG)<sup>9</sup> et à Z. Myboto, dissident du PDG et fondateur de l'Union Gabonaise pour la Démocratie et le développement (UGDD).<sup>10</sup>

Pour contrer l'opposition, le P.D.G. monopolisera l'ensemble des médias publics et privés. Pendant les mois d'octobre et novembre, ces appareils idéologiques vont montrer quotidiennement des hommes et des femmes dissidents de l'UPG et de l'UGDD qui expliquent comment ils ont été trompés, manipulés et pourquoi ils reviennent dans la majorité présidentielle. Certains repentis n'avaient aucune attache avec ces formations politiques indexées, mais il fallait absolument décrédibiliser l'hétérodoxie de ces deux candidatures qui tranchaient avec l'orthodoxie d'une certaine opposition raisonnable, davantage encline à la compromission. Après les désertions orchestrées, ce sont les soutiens des hommes et des femmes cadres et universitaires, des femmes de la majorité, des familles, des associations, des chômeurs, des commerçantes, des syndicalistes, des étudiants, des élèves et des enseignants déterminés qui prennent le relais pour lui assurer une victoire 'cash'. Dans la même optique, des documentaires retraçant les années de règne du candidat sortant, mettent l'accent sur ses grandes réalisations économiques (le chemin de fer trans-gabonais, la cimenterie d'Owendo, Agrogabon, SEEG, OPT, Hévégab aujourd'hui privatisées), politiques (la création du parti unique comme creuset de l'unité nationale, la démocratie avec le multipartisme, la paix...), sociales (universités, hôpitaux, écoles...) Sur le plan international, on magnifie ses qualités d'homme de dialogue et de paix qui ont énormément contribué à la solution des conflits en Afrique (Angola, Congo Brazzaville, Tchad, Centrafrique...) La retransmission exclusive, souvent en direct, des faits et actes de sa campagne, couronne la stratégie de monopolisation des médias envisagée pour réduire l'incidence des autres prétendants à la fonction présidentielle. Cette médiatisation outrancière de la campagne gouvernementale est un précédent qui a créé les conditions d'inégalité de

traitement des candidats; elle a, de fait, prédisposé à la confirmation des résultats du scrutin en faveur du candidat sortant.

La palinodie apparaît comme une pratique récurrente du chef de l'Etat. On peut signaler qu'en 1990, il affirmait de manière péremptoire qu'il n'y aurait jamais de multipartisme au Gabon tant qu'il sera au pouvoir. De même qu'il récusera l'idée d'organiser la Conférence nationale. Quelques semaines ont suffi pour que le Mouvement de redressement national (MORENA) et d'autres associations politiques de l'opposition orientent les débats de la Conférence nationale vers l'adoption du multipartisme intégral, obligeant le pouvoir d'Omar Bongo à retirer sa proposition d'apprentissage de la démocratie par étapes au sein d'une structure dénommée Rassemblement social démocrate gabonais.

La théâtralisation exceptionnelle de sa candidature répond au souci de convaincre l'électorat, les opérateurs économiques, les missions diplomatiques ainsi que les représentants de l'ancienne tutelle qu'il n'y a que lui comme seule alternative.

### **Psittacisme et production d'une victoire annoncée**

Peu avant l'ouverture de la campagne, Bongo déclare:

Si je suis élu, je mettrai en œuvre de grands projets 'tels les ports de Santa clara et de Mayumba, le nouvel aéroport de Libreville, le chemin de fer Booué-Bélinga, le barrage de Poubara III, la construction des routes et ponts à travers tout le pays; l'exploitation minière, notamment les mines de Bélinga pour le fer, de Franceville, d'Okondja et Ndjolé pour le manganèse, et de Lambaréné pour le niobium'.<sup>11</sup>

A l'ouverture de la campagne, le 13 novembre, il réaffirme devant une foule de 30,000 partisans dans un stade omnisports éponyme:

Si je suis élu, je compte engager fermement notre pays dans une nouvelle étape de son développement, afin d'apporter des réponses plus rassurantes aux attentes et aux préoccupations légitimes de chacun de mes compatriotes.<sup>12</sup>

Ces deux citations donnent une idée assez précise des intentions de l'auteur; elles contiennent en filigrane son projet qui se ramène à trois mots: 'la route', 'la santé', 'l'habitat'. Pour séduire l'électorat, l'essentiel de la campagne se résume à un matraquage par l'image dans les rues, les entreprises et les médias: 170 mille affiches de tailles diverses en quadrichromie seront visibles sur tous les murs, espaces et panneaux publicitaires de Libreville; dirigeable qui va survoler l'espace aérien de la capitale pendant qu'il s'adresse simultanément aux populations dans différents quartiers et arrondissements; hommes, femmes, jeunes scolaires et universitaires, chômeurs arborent tee-shirts, casquettes et toute une panoplie de gadgets allant du sac plastique à la montre Rolex, au téléphone portable, boîte de sardines et au string à son effigie. Si le décor de la rue appartient aux passants, ce sont les médias audio-visuels<sup>13</sup> qui vont assurer par la retransmission en direct et en différé de tous les

déplacements en province et à Libreville, tous les discours prononcés lors des meetings, une plus large audience auprès de ceux des électeurs qui n'avaient pas la possibilité de savoir ce que les autres candidats faisaient. En admettant que 'les médias audio-visuels exercent des effets latents de "cadrage" des perceptions et d'imprégnation des représentations politiques des citoyens',<sup>14</sup> on peut dire que le flux d'images percutantes des soutiens radio-télévisés ont décuplé la mobilisation physique des partisans de la majorité sur le terrain, même si certains affirment n'avoir jamais douté un seul instant des qualités d'homme d'Etat de leur candidat. Par opposition cependant à ce flux électronique de représentations imagées bruyantes et euphoriques de la télévision, les affiches silencieuses de la rue déroulent malicieusement le contenu du message lénifiant de Bongo, à savoir, 'mon projet, des actes' dont voici quelques traductions exemplaires qui, dans leur formulation déclinent, pour ainsi dire, l'échec de quatre décennies de politique économique et sociale:

'Pour que la femme soit un acteur majeur du développement';

Pour que la jeunesse soit au centre du développement';

'Pour que l'habitat social soit une mission essentielle'.

Pourquoi les femmes et les jeunes ont-ils été marginalisés? Quelle est la nature de la question du logement? Absence de parcelles? Difficultés de financement?

'Pour que l'éducation forme la jeunesse';

'Pour que la diversification crée des emplois'.

La mission de l'éducation ne semble pas avoir répondu aux attentes du régime. Quelles en sont les raisons? De même, l'économie en dépit des nombreuses potentialités du sol et du sous-sol, n'a pas été en mesure d'assurer le plein emploi pour une population totale estimée à près de 1,00,000 habitants avec un PNB d'environ 6700\$ US.

'Pour que la culture préserve l'identité'; 'Pour que la paix préserve l'unité gabonaise nationale'.

Ces deux référents, identité gabonaise et unité nationale sont avec les femmes et les jeunes, les quatre invariants de la politique depuis 1967, et c'est autour d'eux que le pouvoir structure et renouvelle sans bilan conséquent, sa vision de la société à construire.

Pendant 14 jours, du 13 au 24 novembre, période de campagne, la rue deviendra le sanctuaire de ces messages visuels, apparemment muets mais persuasifs parce que l'association du portrait du candidat et du texte imprimé créent une représentation vivante et colorée de la politique qui, si elle ne ménageait pas une compréhension véritable (réservée à la classe dirigeante), devait assurer lors des meetings, une mobilisation consensuelle, efficace des partis<sup>15</sup>, des associations<sup>16</sup>, des femmes, des jeunes à l'occasion de ces journées festives où argent, alcool, musique, tee-shirts, casquettes, voitures de luxe, hélicoptères, jets ont constitué les éléments d'un spectacle programmé pour

réaffirmer la profonde détermination à soutenir sans réserve le candidat naturel, exhorter toutes les militantes, militants et sympathisants à conjuguer leurs efforts et traduire leur engagement par un vote massif et utile, c'est-à-dire 'cash' et 'sans bavure', selon l'expression consacrée. Cette maîtrise de l'espace électoral rendra d'ailleurs le candidat peu loquace: en quinze minutes il dira l'essentiel de son message politique par cette adresse: 'je vous demande de mettre un seul bulletin dans l'urne, celui d'Omar Bongo Ondimba' en ajoutant 'je vous demande de voter pour moi à 100%'. La pauvreté du message est évidente. Aussi, chacune de ses interventions sera-t-elle précédée par celles de ses nombreux coordinateurs de campagne qui relançaient le débat politique par le recours à des syntagmes figés comme 'Bongo est un homme d'expérience et de confiance, un homme capable de compréhension et de tolérance, un homme de rigueur et d'efficacité' ou encore 'Bongo incarne aujourd'hui les valeurs du compromis politique et du rassemblement et de la paix'<sup>18</sup>, ou encore 'stabilité + paix + unité nationale = je vote Bongo'.<sup>19</sup> De la rue à la télévision et de la télévision à la rue, l'aspect répétitif des mêmes mots (expérience, tolérance, dialogue, paix, unité nationale), des mêmes syntagmes 'les femmes veulent la paix et votent Omar Bongo', 'Tout jeune responsable vote Bongo' reste la caractéristique de la campagne menée par le pouvoir contre une opposition à peine visible dans les médias qui s'attachaient à peaufiner l'image d'un homme inaltérable par le temps et dont on laissait entendre que le peuple ne voulait pas se séparer maintenant. Au-delà des images télévisuelles, il faut revenir aux thèmes majeurs que sont 'la route', 'la santé', et 'l'habitat'. En centrant cette fois encore la campagne sur ces trois secteurs, on peut penser d'abord qu'il s'agit des secteurs qui n'ont pas bénéficié de budgets conséquents au cours des septennats antérieurs, ensuite que ces questions font l'objet d'une demande expresse des populations que l'Etat voudrait inscrire comme les priorités à venir. Il n'en est rien. En effet, l'examen de la politique économique de ces quarante dernières années montre que la route a été inscrite dans six programmations budgétaires (1970, 1982, 1989, 1992, 1995, 1996), la santé figure dans onze programmations (1970, 1974, 1976, 1977, 1983, 1986, 1988, 1992, 1999, 2001, 2003). Sur ces deux premiers secteurs, les perspectives gouvernementales semblent concluantes comme le traduisent ces quelques énoncés:

L'année 1970 a été l'année de la santé... Le gouvernement a mis à la disposition de ce secteur primordial, les moyens de travail adéquats (...), plus de 20% de son budget, c'est sur le réseau routier qu'on a enregistré les progrès les plus spectaculaires, grâce à des investissements de plus de 2 milliards de francs CFA, donc de nombreux autres travaux de construction de nouvelles routes et de ponts ainsi que d'entretien ont été effectués dans les régions de l'intérieur, et cet effort va se poursuivre dans les années à venir,<sup>20</sup>.

En 1982, 'l'Etat a dépensé 11 milliards pour les routes (...), nous poursuivons (...) la réalisation d'une dizaine de projets routiers pour un montant global de 42 milliards de francs CFA'.

En 1983, 'les dotations d'investissements allouées aux infrastructures sanitaires s'élèvent à 5 milliards de francs CFA'.

En 1992, l'Etat parle du 'démarrage de l'important programme routier conclu avec l'aide de nos partenaires (...) de la poursuite de l'effort afin de réhabiliter et de construire (...) dispensaires (...)

Quant à l'habitat, il n'a fait l'objet que de cinq programmations (1972, 1980, 1986, 1992, 2004). Pour l'année 1980, décrétée 'année de l'habitat social', 'une impulsion décisive a été donnée et sera soutenue pour résoudre le problème prioritaire de l'habitat social'. En 2004, l'intérêt pour ce secteur sera réaffirmé sans indications budgétaires précises.

On peut retenir qu'il ne s'agit pas de l'insuffisance de moyens financiers pour conduire une politique efficiente dans ces différents secteurs; c'est plutôt le bilan peu reluisant, susceptible de faire l'objet des critiques acerbes de l'opposition, qui pousse à l'inscription de ces secteurs dans le programme de campagne de la majorité parce qu'il faut priver l'opposition des éléments qui alimenteraient sa campagne et lui permettraient d'indiquer un autre mode de gestion de ces questions. Par conséquent, ces trois axes (route, santé, habitat) ne préfigurent en aucune façon les prochains centres d'intérêt de la politique gouvernementale; ils représentent des repères pour l'électorat à séduire; ressassés par les médias, ils n'ont pas pour vocation de convaincre, mais de rendre impossible, voire disqualifier tout autre discours sur ces matières. Ainsi, 'la fonction du mensonge de l'Etat n'est pas ici de parvenir à une fin par la ruse ou de dissimuler une faute ou un scandale, mais de proclamer que la vérité émane du parti seul qui manifeste sa toute puissance en imposant comme vrai ce que chacun sait être faux.'<sup>21</sup>

En statuant sur l'ensemble de la campagne audio-visuelle de la majorité présidentielle qui a confisqué tout l'appareil idéologique de la presse, on peut conclure en reprenant Philippe Bénétou que 'le monologue du pouvoir a un effet d'intimidation, il manifeste partout la puissance du parti-Etat. Le pouvoir est maître de ce qui se dit, il ne cesse de le faire savoir, de contraindre les hommes à le confirmer'.<sup>22</sup> Pour la marraine du Forum des femmes de la majorité, par exemple, 'il est indéniable qu'au regard de l'expérience qu'il a capitalisée et de sa stature exceptionnelle de grand homme d'Etat, le président Bongo Ondimba reste le seul à pouvoir garantir et améliorer les résultats obtenus jusque-là, dans la lutte pour le développement'.<sup>23</sup> Selon le président de l'ADERE, 'ace aux incertitudes de l'avenir ce n'est pas d'un saut dans l'inconnu dont le pays a besoin, mais plutôt de continuité dans la paix et de la stabilité que seul le chef de l'Etat sortant peut garantir mieux que quiconque à ce jour dans la classe politique nationale... ne faut donc pas céder aux candidats qui vendent l'illusion',<sup>24</sup> 'il faut barrer la route aux prestidigitateurs'.<sup>25</sup> Sur la même veine, le président du RPG justifie ainsi le choix du congrès de son parti: Bongo est 'un homme d'expérience et de confiance, un homme capable de compréhension et de tolérance, un homme de rigueur et d'efficacité',<sup>26</sup> des

propos que l'on retrouve, relativement nuancés, dans la déclaration du congrès du P.G.C.I. que reprend son président: 'Bongo incarne aujourd'hui les valeurs du compromis politique et du rassemblement et de la paix'.<sup>27</sup>

Les déclarations de ces différents acteurs de la majorité ont un rôle d'intimidation de l'opinion, dans la mesure où ce sont eux les détenteurs de l'appareil d'Etat qui s'appuient en la circonstance sur 'tout l'appareil de contrainte et de contrôle'<sup>28</sup> que sont l'armée, la police, la gendarmerie, la sécurité publique et la garde républicaine pour dissuader de prendre fait et cause pour l'opposition. Trois exemples dont le premier définit la mission de garant de l'ordre:

'J'ai (...) écouté attentivement (...) tous les candidats de l'opposition (...) J'ai relevé en particulier les menaces et les appels ouverts et voilés de certains d'entre eux à la violence au cas où le processus électoral tournerait en leur défaveur. L'occasion m'est ainsi donnée d'appeler l'attention de l'opinion nationale et internationale sur le danger que de telles dérives représentent pour notre jeune démocratie. Je tiens (...) à rassurer le peuple (...) que quiconque, qu'il s'appelle X ou Y qui essaiera de mettre en cause la paix du Gabon me trouvera d'abord avant de faire quoi que ce soit.'<sup>29</sup>

Le second texte rappelle le principe de la sanction:

'L'expression démocratique ne doit point servir de prétexte pour troubler la paix et la cohésion sociale de notre pays (...) tous propos de nature à favoriser l'incivisme, l'insurrection, la rébellion ou toute forme d'incitation à la violence, exposeront son ou ses auteurs aux sanctions prévues par la loi...'<sup>30</sup>

Le troisième propos éclaire sur le risque d'hypothéquer l'avenir:

'Depuis quelque temps, certains candidats à la magistrature suprême font dans la surenchère en prêchant la violence. Autant de propos qui sont des menaces, des appels à la violence. Autant de comportements dont la conséquence est, en fait, de freiner le développement de notre pays, de le plonger dans le chaos et d'entraîner les Gabonaises et les Gabonais dans le lot de souffrance que vivent hélas les populations de certains pays.'<sup>31</sup>

Ces discours et avertissements intimident par 'le jeu des répétitions et aussi parce que ces affirmations répétées sont exprimées de manière pesante et autoritaire'<sup>32</sup> dans et par les médias. Au-delà de ces rappels à l'ordre, c'est bien le principe de non-discontinuité qui est rappelé, c'est-à-dire, cet 'impératif de ce qui est interdit d'advenir: il ne faut surtout pas que les autres prennent le pouvoir (...). C'est sur la base de ce principe que se négocie le marché de l'alternance politique garantissant 'la stabilité' du pays'.<sup>33</sup> Or, sur ce marché de l'alternance, il y a un non-dit: l'exclusivisme.

La victoire annoncée reposait sur cet exclusivisme bien ancré, mais que le registre de l'expérience du candidat sortant occulte à chaque élection présidentielle. En effet, on a l'impression qu'en évoquant l'inexpérience politique des autres leaders, aucun autre homme politique ne peut légitimement accéder au pouvoir au Gabon. Même dans le cadre du multipartisme avec le mécanisme de l'élection concurrentielle et la possibilité de l'alternance, les militants de la 'majorité présidentielle', semblent assurés que leur candidat sera

élu 'cash' le soir du 27 novembre. Cela parce que l'éviction d'Omar Bongo est devenue un impensé; seules les supputations sur les éventuels chefs de gouvernement ou autres fonctions ministérielles alimentent les discussions au sein du PDG et suscitent des alliances avec d'autres hommes ou partis disposés à l'ouverture et non à l'alternance. En tablant sur l'expérience accumulée par Bongo comme argumentaire, et sous-estimant la capacité de mobilisation autour des projets de société des candidats de l'opposition, le discours officiel sur l'inexpérience gouvernementale se caractérise par 'la corruption idéologique du sens mais aussi par une structure particulière, fruit d'une codification rigide, dont l'effet est de diminuer le domaine de la pensée',<sup>34</sup> car après plus de trois décennies de règne sans partage, il est devenu mutilant et abrutissant; il est devenu 'à la fois très pauvre et très prolix, il se développe en un monologue interminable et répétitif qui, à défaut de convaincre, comprime et fatigue la pensée et à la limite la vide'.<sup>35</sup> C'est ce qui explique pourquoi, en travaillant à l'affaiblissement de l'opposition, la majorité a plus ou moins oublié ses contradictions internes, notamment la démission de Myboto et l'annonce de sa candidature à l'élection présidentielle, deux faits politiques de taille, qui vont ébranler fortement la sérénité de la 'majorité présidentielle' dont une partie de l'électorat traditionnel, représenté par 'l'ethnie' nzébi, se retrouvera dans l'opposition. En attribuant à Bongo 80% des suffrages exprimés, on constate que ces chiffres résultent de la somme des scores cumulés de Bongo et de Mba Abessole en 1998 et que Mamboundou n'améliore pas son score précédent qui était de 16 points. La victoire s'analyse alors comme le report mécanique sur le candidat sortant de l'électorat de son allié Mba Abessole, ce qui atteste donc de l'inefficacité des slogans 'Bongo va gagner' ou 'assurons une victoire cash, sans bavure' ou enfin 'assurons une victoire à 100%', slogans qui, banalisant l'opposition et surestimant l'expérience accumulée, se fondaient sur une stratégie arithmétique d'évaluation des forces en présence qui crédite la majorité de 40 partis politiques et 4000 associations face à une dizaine de partis de l'opposition. Pour le chef de la majorité, c'est cela la politique aujourd'hui: 'elle se réduit à des stratégies d'états – majors et que les débats autour des élections n'ont pratiquement plus rien à faire avec l'action collective',<sup>36</sup> il suffit que quelques observateurs impénitents accordent leurs violons pour se conformer ensuite aux conclusions sur la régularité du scrutin que le pouvoir a laborieusement préfigurées et qui doivent paraître indiscutables pour la communauté internationale. En commentant les résultats du scrutin, un anonyme du pouvoir reconnaît dans le journal *L'Union* que la campagne de la majorité a manifestement mal tourné puisque le président a été élu avec 64% de son électorat traditionnel ( PDG) et 15% des partis alliés de la majorité. Aucune contribution des associations,<sup>37</sup> et surtout l'appareil de la démocratie consensuelle (40 partis) a peu fonctionné. Si le score de 79,21% obtenu par Bongo en 2005 est supérieur à celui qu'il avait réalisé en 1998 avec 66,88% des

suffrages, on peut le considérer comme inférieur à celui qui était attendu: 100% exigé par le candidat naturel à chaque meeting; c'est donc indiscutablement un échec du pouvoir. Par rapport au candidat principal de l'opposition, P. Mamboundou, on note une inflexion de trois points, 16% en 1998 contre 13% en 2005. La comparaison des résultats des deux dernières élections présidentielles (1998, 2005) laisse supposer quelques manipulations des chiffres qui rendent frauduleuse la victoire annoncée.

### **Plebiscite et éternitarisme politique**

Pour Jean Luc Parodi, cité par Quermonne, 'tout mode de scrutin (...) constitue un élément fondamental du processus global de fabrication d'un pouvoir majoritaire. Il a nécessairement des conséquences sur le nombre des acteurs politiques, sur leur autonomie et leur latitude d'action (...), sur le principe légitimant de l'ensemble du système politique et sur la perception générale de celui-ci'.<sup>38</sup> Dans ce sens, la participation politique peut se définir comme 'l'ensemble des activités des citoyens qui visent plus ou moins directement à influencer la sélection du personnel gouvernemental et/ou des actions qu'il entreprend'.<sup>39</sup> Dès la conférence nationale de mars-avril 1990, les citoyens mobilisés en vue de l'alternance ont décidé d'exercer un contrôle plus grand sur leurs gouvernants et de peser ainsi, chaque fois que les circonstances le permettent (élections) sur les décisions et orientations prises par le pouvoir d'Etat. Alors, si comme s'interrogent Patrick Chabal et Jean-Pascal Daloz, 'la soif d'alternance, longtemps endiguée, est telle, comment expliquer (...) l'extraordinaire longévité dont parviennent à faire preuve tant de ténors politiques africains, par leur capacité à rebondir d'un régime à l'autre, à se maintenir à la tête de leur pays moyennant parfois les plus déconcertantes palinodies'.<sup>40</sup>

Sur un plan plus général, les auteurs retiennent la malhonnêteté et l'incapacité des dirigeants, la nature autoritaire des systèmes politiques, la concentration du pouvoir entre les mains d'un homme, l'accumulation prébendière par rapport aux autres candidats. Si ces différents éléments correspondent parfaitement au contexte gabonais, nous insisterons par contre sur deux données: le plébiscite et l'éternitarisme. Le plébiscite est le mode d'élection qui a assuré une longévité au principal détenteur de l'appareil d'Etat.

Sous la première république (1960-1967), le pourcentage maximum obtenu par le candidat à l'élection présidentielle est de 99,90%, tandis que sous la seconde république (1968-2005), il atteint 99,97%.

Sur une période de trente ans, le Gabon a organisé 5 élections présidentielles pour deux candidats présentés (L. Mba et O. Bongo) au cours de ce long processus de construction nationale. Les résultats de ces cinq scrutins se situent tous au-dessus de 99%, ce qui pourrait traduire ici une forte cohésion sociale et une adhésion presque totale des citoyens à la politique de la classe dirigeante

alors qu'il s'agit beaucoup plus de l'intense pression exercée sur les citoyens, caractéristique des régimes à parti unique (B.D.G. sous L. Mba, P.D.G. sous O. Bongo) où n'apparaît aucune faille dans l'allégeance au pouvoir et où l'élection est davantage le plébiscite d'un homme providentiel (père de la patrie, père de la nation); d'un mandat à un autre, l'électorat apparaît comme pétri dans un unanimisme architectural moulé une fois pour toutes.

Avant, pendant et après le parti unique, les élections ont toujours pris la tournure des plébiscites parce que, ceux qui les organisent, les présentent comme un enjeu personnel. Aussi la combinaison du pouvoir personnel (de Mba ou Bongo) et de l'exaltation des masses permet-elle de désigner le régime politique gabonais comme un régime 'bonapartiste' dans la mesure où 'il revêt une dimension plébiscitaire qui s'accompagne d'une dénonciation des divisions suscitées par les partis'.<sup>41</sup> La référence aux partis est ici double et renvoie au multipartisme des années 1960 avec l'U.D.S.G., le B.D.G. et le PUNGA, puis au multipartisme issu de la conférence nationale de 1990 dans la mesure où 'il désigne une sensibilité politique (...) attachée à la prééminence de l'exécutif sur le législatif et hostile au 'règne des partis'.<sup>42</sup> Chantre de la stabilité, le chef d'Etat gabonais ne cesse d'évoquer les dangers inouïs de la voie de 1990, c'est-à-dire l'alternance. Et pourtant, il sait bien, ce prétendu 'apôtre' de la paix, que 'continuité ne veut pas dire immobilisme. Car la vertu de la stabilité démocratique est de reposer précisément sur un équilibre dynamique, dont l'alternance au pouvoir est aujourd'hui le type idéal'.<sup>43</sup> Or les pressions exercées sur les électeurs sont tellement fortes que le vote n'est plus, au Gabon, un acte secret. Comme autrefois, 'sous la Monarchie parlementaire des Bourbons restaurés et de Louis Philippe, où le droit de suffrage était réservé à quelques centaines de millions d'électeurs censitaires, l'électeur était d'autant plus facile à corrompre que son vote était connu des autorités. L'Europe autoritaire se servit de la loi de sûreté pour écarter les 'mauvaises têtes' des urnes. Qu'il s'agisse de corruption ou de répression les autorités attachaient le plus grand prix à connaître le vote de l'électeur, pour l'acheter ou l'intimider'.<sup>44</sup> Si la France n'est pas le Gabon, la similitude de la pratique utilisée montre qu'un régime peu crédible s'accommode aisément de tels procédés pour éviter de perdre le pouvoir. C'est par le mode de scrutin, le plébiscite, que le régime acquiert la légitimité: 'on le voit ici, la trajectoire du régime se donne à lire dans l'histoire de sa scène électorale, non comme une succession de scrutins banals, d'évènements purement contingents, mais comme l'un des lieux permanents de la régulation politique de l'autoritarisme'.<sup>45</sup> Mais pour comprendre la longévité de ce pouvoir, il faut combiner l'hégémonie du parti dominant et l'absence de tout projet politique, économique, social, culturel résumé dans la formule 'ni à gauche, ni à droite, toujours de l'avant', formule qui repose sur deux a priori complémentaires: le refus de voir l'opposition accéder au pouvoir, et la volonté de réaliser la conjonction des leaders modérés. Ce parangon, on le voit, associe deux

mécanismes: l'inflexion spontanée de la politique gouvernementale au rythme des indications données tantôt par les électeurs, tantôt par les mouvements sociaux et l'ouverture aux partis adverses en fonction des résultats électoraux et aussi des concessions faites par l'opposition.

La deuxième idée qui sied à ce régime est l'éternitarisme parce qu'il qualifie d'abord le principe de non-discontinuité, ensuite parce qu'il éclaire aussi la solidité des rapports entre l'Etat et l'ancienne puissance de tutelle, rapports qui vont induire chez les populations un imaginaire puissant sur les qualités exceptionnelles du principal détenteur de la souveraineté qui 'jouit d'une aura sur le plan continental, voire au-delà, a réussi à maintenir la stabilité, la cohésion et la paix sociale au pays'<sup>46</sup> et dont le pouvoir est éternel. Les slogans 'Bongo nza mfe' et 'Bongo mbè mbè' situent bien l'enjeu de cette élection présidentielle dans la mesure où l'auteur de ce slogan et tous les membres de la majorité présidentielle se persuadent qu'il n'y a qu'un seul homme sur la scène politique. Slogans de fermeture, de refus d'identification d'autres hommes dans la classe politique, ils sont à la fois un appel solennel à la candidature d'Omar Bongo, homme providentiel, et dissuasion solennelle d'imaginer d'autres candidatures: l'appel comme acte d'investiture se transforme en appel comme acte répressif. Puisqu'il émane de l'appareil d'Etat P.D.G., l'interpellation touche l'ensemble de la classe politique susceptible de prendre part aux élections afin qu'elle comprenne qu'elle ne peut rien face à un homme expérimenté dont les potentialités physiques et intellectuelles n'ont pas été entamées par 38 ans de règne. Si le plébiscite et l'éternitarisme, données internes du fonctionnement du régime sont les éléments visibles du processus électoral, il faut surtout considérer que la permanence au pouvoir du chef du P.D.G. 'en tant qu'alternative à l'alternance'<sup>47</sup> assure la longévité et la pérennité d'un ordre social où l'influence extérieure,<sup>48</sup> intervenant en amont, pèse toujours aussi lourdement sur le devenir politique de la formation sociale. Cette conjecture éclaire la manière dont cette influence extérieure redoute l'émergence de nouvelles élites peu accoutumées à la 'langue de bois', à 'la prédilection pour des relations personnalisées sur le mode paternaliste'<sup>49</sup> et continue de sauver un pouvoir honnis par le peuple.

Si l'élection reste 'une procédure par laquelle les membres d'un groupe (...) seraient en mesure de désigner leurs dirigeants et d'effectuer des choix collectifs quant à la conduite de leurs affaires communes',<sup>50</sup> celle-ci peut éclairer sur la configuration du régime et des intérêts en jeu au Gabon d'une part, sur l'intensité du ressentiment des masses et de l'opposition d'autre part. En effet, le Gabon est considéré dans l'espace francophone comme un havre de paix et comme un exemple de stabilité. De 1960 à 1967, L. Mba, premier chef d'Etat et père de la patrie, a été considéré par la France comme le meilleur garant des intérêts de la métropole: il sera, à la suite du putsch du 17 février 1964, rétabli au pouvoir par l'armée française. Son successeur, O. Bongo, devient le père de la nation et assume, bon an mal an, la pérennité du même

ordre social néo-colonial. C'est donc une constante, la personnalité qui se hisse au sommet de l'appareil d'Etat semble assuré d'y demeurer autant qu'il le voudra. Au moment où la France perd pied en Afrique et où le magistère présidentiel peut changer de cap, le plébiscite qui reconduit le candidat sortant, définit à la fois la nature de l'homme qui exerce le pouvoir et le mode de l'élection où 'la participation démocratique a ainsi une fonction instrumentale d'implication des gouvernés dans le processus de pouvoir'<sup>51</sup> car le résultat du scrutin est déjà acquis. En effet, les électeurs ont été appelés à voter à propos d'un homme: ils devaient choisir entre un homme qui incarne explicitement l'expérience et l'ordre et l'anarchie que représente implicitement l'opposition. Par le plébiscite, 'les électeurs donnent leur confiance, mais ne participent pas à la direction des affaires publiques'.<sup>52</sup> C'est par ce mode de scrutin qui est le signe typique du césarisme que les institutions gabonaises se reproduisent depuis 1967. Même si l'opposition gabonaise depuis la conférence Nationale de 1990 n'a pas encore acquis la capacité de gouverner, il n'y a pas eu de reflux de l'ancrage de l'électorat dans l'opposition; au contraire, en dépit des volte-faces de certains leaders, l'alternance n'a pas été piégée, l'électorat de l'opposition est demeurée stable et a bien résisté aux variations récentes (désertions de membres de certains partis de l'opposition) de l'environnement politique créées par le pouvoir.

Pour conclure, on peut interpréter les élections présidentielles des 25 et 27 novembre 2005 en fonction de deux éléments, le pouvoir d'un côté, si l'on envisage son exercice et, de l'autre, la durée avec l'accès au pouvoir et la reproduction de celui-ci. D'abord l'exercice, ce pouvoir, de tendance 'bonapartiste', combine 'l'antiparlementarisme, le goût de l'ordre, de l'autorité, des plébiscites et le nationalisme'<sup>53</sup> et fonctionne principalement à la répression (refus de l'alternance, intimidation des membres de l'opposition), secondairement à l'idéologie avec les compromis et faux-semblants (dialogue, tolérance, paix). En second lieu, la reproduction du pouvoir, attachée au problème de la durée, montre comment les mécanismes électifs ont partialement fonctionné. Les élections se sont déroulées comme les responsables de la commission nationale électorale l'avaient prévu: matériel électorat non distribué dans les délais et dans tous les bureaux de vote, transhumance des électeurs, absence de bulletins de certains candidats de l'opposition, falsification des procès verbaux... La réélection de Bongo permet de retenir, dans le rapport entre durée et pouvoir, la question de l'éternitarisme posée à travers la notion d'homme providentiel traduite par les deux expressions récurrentes de la campagne, 'Bongo nza mfe' et 'Bongo mbè mbè'. Ainsi l'élection n'a pas simplement consisté à désigner un mandataire du peuple, un détenteur de la souveraineté, elle a surtout contribué à montrer que pour les partisans de la majorité présidentielle qui ressassent leur slogan 'demain sera meilleur qu'aujourd'hui', les conditions d'existence et les relations politiques dans lesquelles ils sont engagés leur apparaissent immédiatement comme des

conditions naturelles, éternelles, faisant partie de l'ordre des choses. Cette conscience immédiate, fautive d'une partie de l'électorat en butte avec l'objectivité des processus sociaux, est en contradiction avec l'impératif de l'alternance que la situation électorale a résolument établi dans les bureaux de vote. A l'optimisme des partisans du pouvoir s'oppose le scepticisme politique de la dernière affiche de campagne de Bongo: 'Pour préparer l'avenir, je mets le Gabon entre les mains de Dieu'.

## Notes

1. Au lendemain des élections présidentielles de 1993 gagnées par le président Bongo et contestées par l'opposition, les partis de la coalition gouvernementale, Parti Démocratique Gabonais (P.D.G.), Union Socialiste Gabonaise (U.S.G.), Parti Social Démocrate (P.S.D.), Alliance Pour le Socialisme au Gabon (A.P.S.G.) et ceux de l'opposition, le Mouvement de Redressement national (Morena), le Parti Gabonais du Progrès (P.G.P.), le Rassemblement National des Bûcherons (R.N.B.) se réunirent à Paris pour discuter du contentieux électoral. Le consensus obtenu sur ce contentieux fut marqué par un accord dénommé les Accords de Paris.
2. Il s'agit du responsable du Congrès pour la Démocratie et la Justice (C.D.J.), Marc Saturnin Nan Guema et de l'Abbé Noël Ngwa Nguema arrêtés sous le fallacieux prétexte de détention d'armes de guerre.
3. Il s'agit de Paul Mba Abessole, chef du Rassemblement du Peuple Gabonais (R.P.G.), de Pierre Claver Maganga Moussavou, Président du Parti Social Démocrate (P.S.D.).
4. (A. Garrigou: Le vote et la vertu: comment les français sont devenus électeurs, Paris, Fondation nationale de Science politique, 1992, p. 8).
5. Le fang est une des nombreuses langues nationales du Gabon. L'initiateur de ce slogan a été nommé Premier ministre le vendredi 20 janvier 2006.
6. L'Espoir, bimensuel indépendant d'information, de formation et de loisirs, 2<sup>ème</sup> année n° 25 du lundi 9 mai 2005, p. 1.
7. L'Espoir, op cit. p. 3. Au cours de l'année 1998, le journal La Griffes n° 396 du vendredi 8 juillet, p. 1, reprenait les hésitations des milieux français à propos de la candidature de Bongo dans les termes suivants: 'un renoncement de Bongo arrangerait tout le monde'.
8. Journal la Démocratie, bimensuel d'information, 3<sup>ème</sup> année, n° 12 du mercredi 7 décembre 2005, p. 1.
9. Pierre Mamboundou, ingénieur en communication, Président de l'Union du Peuple Gabonais (U.P.G.), ancien candidat à l'élection présidentielle de 1998, se présente à nouveau au nom de l'opposition.
10. Ancien Secrétaire Général Adjoint du Parti Démocratique Gabonais (P.D.G.), ancien ministre et député du P.D.G., Zacharie Myboto a annoncé le 30 avril 2005, au cours d'une conférence de presse, la création de sa propre formation politique, l'Union Gabonaise pour la Démocratie et le Développement (U.G.D.D.), et, en conséquence, quitte le P.D.G.

11. Union n° 8941, jeudi 13 octobre 2005, p. 3.
12. Union n° 8966 du lundi 14 novembre 2005, p. 3.
13. Les médias audio visuel sont la Radio Télévision Gabonaise chaîne 1 et 2, TV+, Télé Afroca et le Quotidien d'informations générales l'Union.
14. B.Denni – P.Lecomte: Sociologie du politique, T 1, Grenoble, PUG, 3<sup>ème</sup> édition, 1999, p. 147.
15. P.D.G., R.P.G., P.S.D., C.L.R., P.U.P., ADHERE.
16. Les principales associations sont le Mouvement des amis de Bongo (MABO), le Mouvement des enfants de BONGO (MEBO), le Mouvement des amies d'Edith Lucie Bongo (MAELBO), L'alliance nationale pour le soutien d'Omar Bongo (ANSOB), Bongo doit rester (B.D.R.), Forum pour la réélection d'Omar Bongo (FOROBO).
17. Union n° 8938 du lundi 10 octobre 2005, p. 1, RPG.
18. Union n° 8938 lundi 10 octobre 2005, p.2, PGCI.
19. Union n° 8966 du lundi 14 novembre 2005, p. 3.
20. Discours à la nation, 17 août 1970.
21. Dominique Colas: Sociologie politique, Paris, PUF, 1994, p. 357.
22. P. Bénétou: Introduction à la politique moderne, Paris, Hachette, 1987, p. 394.
23. La marraine du Forum des femmes de la majorité est aussi l'épouse du chef de l'Etat. Union n° 8943 du samedi et dimanche 15 et 16 octobre 2005, p. 3.
24. Union n° 8946 du mercredi 19 octobre 2005, p.4.
25. Union n° 8947, jeudi 20 octobre 2005, p.4.
26. Union n° 8938 du lundi 10 octobre 2005, p. 1.
27. Union n° 8938 du lundi 10 octobre 2005, p. 2.
28. Bénétou: Introduction à la politique moderne, op. p. 394.
29. Déclaration du chef de l'Etat, Union n° 8941 du lundi 10 octobre 2005, p. 3.
30. Communiqué conjoint des ministres de la Défense nationale et de la Sécurité publique à l'endroit de tous les candidats à la présidence de la république, Union n° du mardi 14 octobre 2005, p. 4.
31. Allocution du chef de l'Etat, Union n° 8966 du lundi 14 novembre 2005, p. 2.
32. P. Bénétou, op. cit. p. 399.
33. P. Yengo: 'La diligece de la stagnation', Rupture-Solidarité, n° 6, 2005, Karthala, p.186-190.
34. P. Bénétou: Introduction à la politique moderne, op cit. pp. 396-397.
35. P. Bénétou op cit. p. 400.
36. Jean Daniel Reynaud: Les règles du jeu – L'action collective et la régulation sociale, Paris, A. Colin, 3<sup>e</sup> édition, 1997, p. 194.
37. Union n° 8996 du lundi 19 décembre 2005, p. 4.
38. J. L. Quermonne: Les régimes politiques occidentaux, op cit. p. 175-176.

39. B. Denni – P. Lecomte: Sociologie du politique, t. II, op cit. pp. 13-14.
40. P. Chabal – J. P. Daloz: L’Afrique est partie! Du désordre comme instrument politique, Paris, Economica, 1999, p. 46.
41. G. Hermet, B. Badie et ali: Dictionnaire de la science politique et des institution politiques, 4è édition, Paris, A. Colin, ‘Cursus Science politique’, 2000, p. 34.
42. G. Hermet, op cit. p. 35.
43. J. L. Quermonne: Les régimes politiques occidentaux, Paris, Seuil, 2è édition, 1986, p. 63.
44. R. Boudon, F. Bourricaud: Dictionnaire critique de la sociologie, Paris, P.U.F., 3è édition, 1990, p.221.
45. D. Compagnon: Pour une analyse multidimensionnelle du processus électoral africain-historicité, comparaison et institutionnalisation, P. Quantin (sous la dir.): Voter en Afrique – comparaisons et différenciations, Paris, L’Harmattan, ‘Logiques sociales’, 2004, p. 53.
46. Union n° 8947 du jeudi 20 octobre 2005, p. 4.
47. J. L. Quermonne: Les régimes politiques, op cit. p. 78.
48. Lire à ce sujet le numéro spécial de Politique africaine II, 5, février 1982.
49. P. Chabal, J. P. Daloz: L’Afrique est partie! op cit. p. 24.
50. R. Boudon, F. Bourricaud: ‘Elections’, Dictionnaire critique de la sociologie, op cit. p. 218.
51. B. Denni, P. Lecomte: Sociologie du politique, Grenoble, P.U.G., Tome2, 3è édition, 1999, p. 13.
52. G.Burdeau, F. Hamon-M. Troper: Manuel de Droit constitutionnel, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence (L.G.D.J.), 1995, p. 309.
53. M. Grawitz: Lexique des sciences sociales, Paris, Dalloz, 7è édition, 2000, p. 44.

**Jean Ferdinand Mbah**  
**L’Université de Libreville**  
**Gabon**